

Unis contre la précarité énergétique

GRÈVE

Une trentaine d'agents d'ERDF - GDF s'est mise en grève, le 19 décembre, avant de rencontrer l'assistant parlementaire de la députée Carole Delga et le sous-préfet Bernard Bahut - «mais pas la direction, précise Philippe Segura, du syndicat CGFT Energie Pyrénées. En termes de dialogue social dans l'entreprise, c'est très compliqué». Le point de départ de cette action ? Une demande d'annulation des propositions de réforme du financement et de la gouvernance de la Caisse d'action sociale de l'établissement, jusqu'à présent gérée par les seuls syndicats. «Cette grève nous a permis de repousser la dernière



Les grévistes avant leur rencontre avec le sous-préfet.

réunion de conclusion de l'accord, qui devait se tenir le 20 décembre», souligne avec satisfaction Didier Lapuyade, président de la Caisse d'action sociale, qui insiste sur les emplois réguliers que génère l'activité de la caisse, notamment à Luchon.

Les revendications des grévistes ne s'arrêtaient toutefois pas à ce point : «Nous avons pointé le besoin d'un accueil physique de l'utilisateur en Comminges chez les distributeurs ERDF-GRDF et EDF Bleu Ciel, indique encore Philippe Segura, qui serait gé-

nérateur d'emplois tout en améliorant le service».

Dernier ensemble de revendications, celles qui tiennent à la lutte contre la précarité énergétique. Les syndicats souhaitent ainsi que les coupures de gaz, d'eau ou d'électricité soient soumises à décision de justice, et que l'application des tarifs sociaux soit élargie du taux d'application de la CMU au seuil de pauvreté (de 650 à 960 €). Autre exigence, la fin des «résiliations abusives ordonnées par les fournisseurs pour camoufler des suspensions d'énergie». Les grévistes demandent enfin l'amnistie et la réintégration des agents sanctionnés pour avoir refusé de procéder à une coupure, ou réalimenté des usagers. J-O.B.

La Gazette a 5 ans, suite...

MERCRÉDI 26 DÉCEMBRE 2012